

les siens, c'est-à-dire le PS. Nous, nous avons un devoir de fidélité à la masse des humiliés par les trahisons du quinquennat. Ma candidature est l'héritière du programme « l'Humain d'abord », qui a récolté 4 millions de voix en 2012. À cette heure, près de 300 000 personnes et 4 partis appuient ma candidature. J'ai des devoirs et des engagements à l'égard d'eux tous. Je ne peux les contourner en petit comité, ni en assemblée générale permanente à cinquante jours du premier tour! Ceux qui ont porté ma candidature, qui ont participé à la rédaction du programme se sentiraient trahis! Ma priorité, c'est la campagne! On ne peut pas fédérer le peuple sans les revendications qui viennent du peuple.

Sur la retraite, par exemple, je suis fidèle à « l'Humain d'abord », et j'ai expliqué comment financer la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations. Clairement, le candidat du PS s'est exprimé pour 43 ans de cotisations pour une retraite à 62 ans. Sur l'Europe, c'est pareil. S'il n'y a pas de plan B, comment le plan A peut-il fonctionner? Le plan B n'est pas une invention idéologique, c'est une stratégie politique de rapport de forces.

HD. Est-ce que ce discours est audible?

Pour beaucoup de gens, « Hamon a gagné sur la ligne Mélenchon », ils comprennent donc mal pourquoi il n'y a pas d'union.

J.-L. M. C'est moi qui ai pris l'initiative de proposer les rendez-vous et rencontres. Mais les garanties que j'ai demandées, avec l'approbation du PCF, ont été jugées par Cambadélis (premier secrétaire du Parti socialiste - NDLR) comme les 21 conditions de 1920 (*)! Et les garanties sur les personnes comme une demande de « têtes à couper ». Nous avons été sommés de nous aligner. Benoît Hamon dit qu'il est plus central à gauche? Mais c'est le contraire qui est vrai. Parce qu'il est le candidat du PS, toute une partie du monde du travail est d'entrée de jeu dans une attitude de rejet. Pas question de passer les cinquante jours qui nous restent à ce feuilleton sans issue.

La musique sur l'unité et le rassemblement demande d'oublier les contenus programmatiques et d'amnistier tous les coupables du quinquennat. Ce n'est pas crédible. Le problème n'est pas de rassembler des sigles mais de fédérer le peuple en l'aidant à s'émanciper. On ne peut pas le faire dans la confusion. Ceux qui croient que les gens se contentent d'apparence se trompent. Nous avons un peuple éduqué par des batailles d'une extrême complexité. Ce n'est pas non plus une question d'ego comme on le dit si sottement, si souvent. À mon âge, je ne suis pas en train de construire une carrière. C'est une question politique. Mon ambition est d'un autre

registre: c'est celle que j'ai pour notre programme historique.

HD. Pierre Laurent fait la proposition d'un pacte majoritaire à gauche. Qu'en pensez-vous?

J.-L. M. Je suis ouvert à tout. Mais de quoi parlez-vous? Présidentielle? Législatives? Et à qui le propose-t-on? Attention à une vision à l'ancienne où il suffisait que les états-majors s'accordent pour que les troupes suivent. Les dégâts du quinquennat ne sont pas solubles dans les bonnes intentions. « Le Canard enchaîné » raconte que j'ai proposé un contrat législatif à Benoît Hamon, qui m'aurait répondu « c'est moi le président » et moi « on verra après ». Comme on le sait, on n'a rien vu. Nous avons clos la discussion sur un pacte de bonne conduite. Au lieu de nous affronter ou d'essayer de s'accrocher le mistigri de la division,



« Le problème n'est pas de rassembler des sigles mais de fédérer le peuple en l'aidant à s'émanciper. On ne peut pas le faire dans la confusion. »

tâchons de convaincre chacun parmi la foule des abstentionnistes.

HD. La question des élections législatives reste entière, avec qui gouverner?

J.-L. M. Si je suis élu, tous ceux qui voudront participer à la mise en œuvre du programme et au processus de révolution citoyenne seront les bienvenus. Mais, en cas de défaite, qu'est-ce qu'on fait? Les anciens Front de gauche et ceux qui sont arrivés depuis, normalement, devraient pouvoir s'accorder. Entre le programme de la France insoumise, « l'Avenir en commun », et celui du PCF, « la France en commun », il y a une feuille de papier à cigarette, donc ce n'est

pas là qu'est la difficulté. Je suis pour un accord national, mais que chacun prenne ses responsabilités: la mienne, c'est d'être candidat à l'élection présidentielle, et c'est déjà lourd. Je ne peux pas démêler 577 sacs de nœuds.

HD. Mais s'il y a des candidats insoumis, communistes, écologistes, hamonistes dans chaque circonscription, c'est la droite qui gagne, non? N'est-il pas possible de créer une dynamique commune à gauche?

J.-L. M. C'est sûrement possible! Mais qui va faire le tri? Vous dites les députés « hamonistes », mais ils sont « PS ». Qui va faire le tri entre eux? Et les écologistes, on prend qui? Avec qui faut-il passer un accord? Voyez: les Verts et Hamon ont signé un accord. Une semaine plus tard, le PS reporte son approbation au lendemain de la présidentielle. Ça veut dire qu'il n'y a pas d'accord. N'importons pas ce chaos!

HD. Une de vos propositions, le « protectionnisme solidaire », n'est-elle pas contradictoire avec l'internationalisme dont vous vous réclamez?

J.-L. M. Le protectionnisme solidaire, c'est l'internationalisme réel. Il n'y a qu'une alternative: ou bien c'est le protectionnisme solidaire, c'est-à-dire des accords bilatéraux où chaque pays trouve son compte, ou bien c'est le marché qui fait la loi, c'est-à-dire qu'on ouvre les frontières et entrent et sortent les marchandises qui le veulent, tuant les économies locales comme c'est le cas aujourd'hui. Je mets en garde contre une confusion entre internationalisme et mondialisme. L'internationalisme est réaliste. Il sait que les nations existent. Jusqu'à preuve du contraire, le monde est fait de nations, les accords internationaux sont faits entre nations, l'ONU est une assemblée de nations. Faire comme si les nations n'existaient plus ne sert que le capital mondialisé pour lequel les nations ne sont que les prisons

des peuples. C'est un tout que de vouloir l'harmonisation sociale, fiscale et le protectionnisme solidaire. Vous ne pourriez pas avoir un rapport positif

entre l'entité européenne et le reste du monde si celle-ci se donnait des règles sociales et fiscales qui seraient contournées partout ailleurs et où les marchandises pourraient entrer librement. Notre méthode est celle de gens qui veulent gouverner. Nous tenons compte de l'état réel du monde et non d'abstraites proclamations. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
DIEGO CHAUVET ET CÉDRIC CLÉRIN
dchauvet@humadimanche.fr
cclerin@humadimanche.fr

(*) En référence aux 21 conditions pour adhérer à la III^e Internationale, l'Internationale communiste.